

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

VINGT ET UNIÈME SESSION

Documents officiels



**DEUXIÈME COMMISSION, 1049^e
SÉANCE**

Vendredi 28 octobre 1966,
à 15 h 5

NEW YORK

SOMMAIRE

Page

Point 53 de l'ordre du jour:

Année internationale du tourisme (suite) . . . 187

Président: M. Moraiwid M. TELL (Jordanie).

POINT 53 DE L'ORDRE DU JOUR

Année internationale du tourisme (suite) [A/6303, chap. XIII, sect. V; A/6427, E/4218 et Corr.1, A/C.2/L.867 et Add.1]

1. M. FRANCO (Colombie) fait observer qu'en 1965 le nombre des touristes dans le monde entier a dépassé 75 millions et que leurs dépenses se sont élevées à 53 milliards de dollars, dont environ 13 milliards de dollars pour le tourisme international. Ces chiffres indiquent que le tourisme est sans conteste le phénomène socio-économique le plus important du XX^{ème} siècle. Le Conseil économique et social a donc eu raison de recommander la désignation de l'année 1967 comme "Année internationale du tourisme".

2. Malgré sa situation géographique et ses autres attraits, la Colombie n'a pas mis pleinement à profit les possibilités que lui offre le tourisme et les recettes qu'elle en tire atteignent à peine 27 millions de dollars par an. Grâce à une politique visant à encourager le tourisme, la Colombie pourrait multiplier ces recettes en quelques années et son gouvernement prépare actuellement un projet de loi en vertu duquel l'Etat augmenterait ses investissements dans l'infrastructure touristique, prendrait des mesures financières propres à encourager la création d'établissement touristiques et réorganiserait l'Office colombien du tourisme. En outre, les autorités colombiennes espèrent lancer une campagne intensive en vue de faire prendre conscience à tous les Colombiens des avantages du tourisme.

3. La délégation colombienne appuie le projet de résolution contenu dans le document A/C.2/L.867 et Add.1 mais convient, avec la délégation italienne, que son titre pourrait être plus évocateur en français, comme d'ailleurs en espagnol. La Colombie considère le tourisme comme un facteur important dans le progrès des pays en voie de développement et espère que les organismes des Nations Unies feront de leur mieux pour aider le Secrétaire général à répondre aux requêtes qui lui sont adressées aux paragraphes 4 et 5 du dispositif. M. Franco fait appel à tous les pays pour qu'ils encouragent l'afflux des touristes vers les pays en voie de développement

afin de favoriser le progrès de ces pays, de même que la paix mondiale.

4. Mme KODIKARA (Philippines) appuie le projet de résolution et l'amendement proposé oralement à la séance précédente par le représentant de l'Algérie. Les pays en voie de développement n'ont jusqu'ici recueilli du tourisme que de maigres recettes en devises et elle espère que les dispositions du projet de résolution contribueront à accroître leur part du tourisme international. Elle se félicite également que le projet de résolution constitue un moyen de favoriser la compréhension internationale et de faciliter les contacts directs entre les peuples. Elle espère que l'Année internationale du tourisme remportera un plein succès et sera le point de départ de nouveaux efforts pour les années à venir.

5. La délégation philippine se félicite des études qui ont été effectuées sur le tourisme, des cycles d'études qui ont été organisés, des bourses que l'Union internationale des organismes officiels de tourisme (UIOOT) a octroyées et des autres mesures exposées dans le rapport de l'UIOOT (E/4218 et Corr.1).

6. Les Philippines sont vivement désireuses d'ériger une infrastructure touristique qui faciliterait les déplacements non seulement à destination et en provenance de Manille mais dans l'ensemble de leur territoire. Elles feront de leur mieux, dans les limites des ressources dont elles disposent, pour assurer le succès de l'Année internationale du tourisme.

7. M. AGIUS CESAREO (Malte) déclare que son pays est parfaitement conscient de la manière dont le tourisme peut contribuer à faciliter la compréhension entre les peuples ainsi qu'à remédier aux difficultés que leur balance des paiements suscite aux pays en voie de développement. Malte fait de son mieux pour encourager le tourisme et, tout en estimant, comme le Secrétaire général, que l'idée qui consiste à consacrer une année donnée à un objectif donné se révélera probablement de moins en moins fructueuse avec le temps, elle appuie le projet de résolution.

8. Les touristes cherchant avant tout à se distraire, M. Agius Cesareo suggère que les mots "de la récréation et" soient insérés, au cinquième considérant du projet, avant les mots "de l'éducation". Par ailleurs, étant donné que l'Année internationale du tourisme augmentera sans doute les recettes touristiques des pays développés plus que celles des pays en voie de développement, la délégation maltaise estime qu'il conviendrait, au sixième considérant, de remplacer le mot "encouragera" par les mots "peut encourager". M. Agius Cesareo constate avec

plaisir que l'assistance demandée au Secrétaire général dans le paragraphe 4 du dispositif sera fournie dans les limites des ressources existantes et il exprime l'espoir que le rapport mentionné à l'alinéa a du paragraphe 5 du dispositif indiquera le nombre des nouveaux touristes qui auront été attirés dans les pays en voie de développement à la faveur de l'Année internationale du tourisme.

9. Tout en estimant que les deux modifications qu'elle a suggérées en amélioreraient incontestablement le texte, la délégation maltaise est prête à voter pour le projet de résolution sous sa forme présente.

10. M. Mohamed AL-ATRASH (Syrie) fait observer qu'en dehors de ses avantages économiques et financiers le tourisme est d'une importance essentielle pour permettre aux peuples de mieux se connaître entre eux. Il constitue l'un des moyens d'éliminer les préjugés et par conséquent de favoriser la paix, idée énoncée au troisième considérant du projet de résolution.

11. La délégation syrienne appuiera ce projet avec plaisir, mais elle espère qu'une modification appropriée pourra être introduite soit dans son préambule soit dans son dispositif pour tenir compte du principe de l'universalité.

12. M. CHAMMAS (Liban) indique que, sans jouer dans son pays un rôle aussi important qu'en Espagne, par exemple, le tourisme représente cependant 5 p. 100 du revenu national du Liban. Celui-ci considère le tourisme non seulement comme une source de devises, mais aussi comme un moyen de favoriser la compréhension internationale. Cette conception ressort du projet de résolution, dont le Liban est l'un des auteurs. Ce pays ne cherche pas pour le moment à encourager l'afflux des touristes étrangers, car il ne souhaite pas recevoir plus de visiteurs qu'il n'en peut convenablement accueillir. Les pays en voie de développement sont conscients de l'importance du tourisme et pourront attirer un plus grand nombre de voyageurs lorsqu'ils auront érigé l'infrastructure nécessaire. Par ailleurs, il importe que tous les pays simplifient les formalités de frontières.

13. La délégation libanaise estime, comme le représentant de l'Italie, que le titre français du projet de résolution devrait être précisé.

14. M. RYABONYENDE (Rwanda) déclare que, en tant que pays en voie de développement, le Rwanda reconnaît le rôle important que peut jouer le tourisme pour améliorer sa situation économique et pour contribuer à la compréhension internationale. Il apprécie les efforts déployés en vue de la désignation de l'année 1967 comme Année internationale du tourisme et appuie sans réserve le projet de résolution, ainsi que l'amendement proposé à la séance précédente par le représentant de l'Algérie. On a dit du Rwanda qu'il était la Suisse de l'Afrique, et ce pays offre aux touristes des lacs, des montagnes, des parcs et une grande variété d'animaux sauvages. Le Rwanda est reconnaissant de l'assistance dont il a bénéficié pour ériger son infrastructure touristique.

15. M. CHADHA (Inde) exprime la gratitude des auteurs du projet de résolution A/C.2/L.867 et Add.1

pour le large appui dont il bénéficie et pour les amendements nombreux et utiles qui ont été suggérés.

16. Les auteurs se sont efforcés de répondre aux objections formulées par les représentants de la Tchécoslovaquie et d'autres pays socialistes, à l'égard de ce que ceux-ci considéraient comme des dispositions discriminatoires et restrictives du projet de résolution, et ils ont ajouté à cet effet, après le deuxième considérant, un nouvel alinéa ainsi conçu:

"Rappelant en outre la résolution de la Conférence des Nations Unies sur le tourisme et les voyages internationaux intitulée "Importance du tourisme" où il était dit notamment que le tourisme est une activité humaine fondamentale et éminemment souhaitable qui mérite les éloges et les encouragements de tous les peuples et de tous les gouvernements".

17. Les auteurs de projet ont décidé que le meilleur moyen de faire place aux suggestions très utiles formulées par le représentant de l'Algérie serait de remplacer le troisième considérant par le texte suivant:

"Reconnaissant l'importance que présente le tourisme international, et plus particulièrement la désignation d'une Année internationale du tourisme, pour favoriser une meilleure compréhension entre les peuples du monde entier, pour susciter une meilleure prise de conscience du riche patrimoine des diverses civilisations et pour amener à une meilleure appréciation des valeurs propres aux différentes cultures et contribuer ainsi au renforcement de la paix dans le monde".

18. L'insertion des mots "de la récréation et" avant les mots "de l'éducation", au cinquième considérant, suggérée par le représentant de Malte, ne soulève pas d'objection de la part des auteurs; toutefois, ceux-ci font appel à ce représentant pour qu'il n'insiste pas sur l'amendement qu'il a suggéré au sixième considérant.

19. Le représentant de l'Italie a formulé une suggestion au sujet de la modification du titre français du projet de résolution. Il a souligné à juste titre que, dans certains passages du préambule, il était question de consacrer une année au tourisme international, tandis que le titre français parlait d'une année internationale du tourisme. Cependant, il ressort du rapport de l'UIOOT qu'il s'agissait de toute évidence à l'origine de consacrer une année internationale au tourisme. Certes, l'accent serait mis au premier chef sur la nécessité de promouvoir le tourisme international; toutefois, les activités entreprises au cours de l'Année internationale du tourisme viseraient aussi à encourager d'autres formes souhaitables de tourisme. Les auteurs proposent par conséquent de modifier le début du troisième considérant, qui se lirait comme suit: "Considérant que la désignation d'une Année internationale du tourisme encouragera...". Les auteurs font appel au représentant de l'Italie pour qu'il n'insiste pas sur son amendement, d'autant plus que toute la documentation publicitaire a déjà été préparée et publiée avec un emblème établi par l'UIOOT, où est inscrit le titre utilisé pour le projet de résolution, et la modification in extremis de ce titre causerait beaucoup de confusion.

20. M. NATORF (Pologne) prenant la parole au nom des 10 pays socialistes, remercie les auteurs du projet de résolution d'avoir inséré au préambule un nouvel alinéa qui énonce le principe de l'universalité. Dans un esprit de compromis, les pays socialistes pourront ainsi voter pour le projet de résolution modifié, mais ils n'entendent pas par là approuver le paragraphe 2 du dispositif. L'expression discriminatoire "les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres des institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique" aurait dû être remplacée par l'expression "tous les Etats".

21. M. SAMBIRA (Burundi) déclare que l'opinion de sa délégation à l'égard du tourisme peut se résumer par le slogan de l'Année internationale du tourisme: "Tourisme, passeport pour la paix". Le projet de résolution contribue sans nul doute à la cause de la paix mondiale et la délégation du Burundi souhaite figurer parmi ses auteurs.

22. Les ressources que le Burundi offre au touriste sont analogues à celles qu'a déjà décrites le représentant du pays voisin, le Rwanda. Le Burundi fait de son mieux pour améliorer les installations destinées aux touristes et il espère, comme les autres pays en voie de développement, que l'Année internationale du tourisme accroîtra le nombre des visiteurs venant des pays développés.

23. M. DELGADO (Sénégal) demande que sa délégation soit inscrite parmi les auteurs du projet de résolution.

24. M. ELM (Iran) indique que sa délégation, qui compte parmi les auteurs du projet, est prête à accepter tous les amendements proposés; il se demande cependant si les mots "de la récréation" ont leur place dans le contexte assez abstrait du cinquième considérant et il suggère qu'ils soient omis ou remplacés par une expression plus appropriée.

25. M. AGIUS CESAREO (Malte) déclare que, pour faciliter les travaux de la Commission et répondre aux vœux des auteurs du projet, sa délégation retire les deux amendements qu'elle avait suggérés.

26. M. FRANZI (Italie) fait observer qu'il avait soulevé la question du titre français de l'Année au Conseil économique et social et à l'UIOOT avant de la mentionner à nouveau à la Commission. Il a vu son opinion confirmée par les déclarations d'un

grand nombre d'orateurs, qui ont mentionné les effets bénéfiques que le tourisme — c'est-à-dire le tourisme international — peut avoir sur la situation de la balance des paiements d'un pays, ainsi que par la mention répétée, dans le projet de résolution lui-même, du tourisme international. De plus, un certain nombre des résolutions que l'UIOOT a adoptées à sa dix-neuvième Assemblée générale se réfèrent à "1967, année du tourisme international". Néanmoins, si les membres de la Commission préfèrent le titre actuel du projet, M. Franzi est prêt à accepter leur décision.

27. M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) fait observer, au sujet de l'emblème de l'Année internationale du tourisme, que celui qui est reproduit dans le document E/4218 doit être remplacé par un emblème où ne figureront pas les mots "Année internationale du tourisme" en diverses langues. Cette disposition a été prise lors de la quarante et unième session du Conseil économique et social^{1/}, car on a jugé préférable que chaque pays puisse inscrire ces mots sur son emblème dans les langues qui lui paraîtraient les plus appropriées.

28. M. CHADHA (Inde) annonce qu'il convient d'ajouter les pays ci-après à la liste des auteurs du projet: Algérie, Burundi, Chypre, Guinée, Kenya, Ouganda, Rwanda et Sénégal.

29. M. KITTANI (Secrétaire de la Commission) indique que le paragraphe 4 du dispositif du projet de résolution n'entraînera pas d'incidences financières puisqu'il stipule expressément que le Secrétaire général devra fournir, dans les limites des ressources existantes et des fonds disponibles, l'assistance nécessaire pour que l'Année internationale du tourisme soit bien organisée. En ce qui concerne le paragraphe 5 du projet, le Secrétaire général se proposerait d'inviter l'UIOOT à établir un rapport sur l'Année internationale du tourisme qu'il présenterait au Conseil économique et social en 1968, en même temps que toutes observations que les Etats Membres souhaiteraient formuler. Si l'on suit cette procédure, le paragraphe en question n'entraînera pas d'incidences financières.

A l'unanimité, le projet de résolution (A/C.2/L.867 et Add.1), tel qu'il a été modifié, est adopté.

La séance est levée à 16 h 15.

^{1/} Voir E/AC.6/SR.384.

